

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 11 juillet 2024

Adopter le marxisme et le socialisme, c'est comme passer de la loupe au microscope électronique cryogénique, de la longue vue au télescope spatial.

Un travailleur français d'origine indienne habitant à Aubagne, qui fait du gardiennage dans une école et cumule plusieurs petits boulots pour s'en sortir, m'a écrit que la situation en France était abominable sur le plan économique, pendant que planerait sur elle une menace d'extrême gauche et d'extrême droite, tandis que Macron serait devenu complètement fou. Monsieur, on vit dans un monde de fous ! Essayons d'en sortir, si vous voulez bien, merci.

N'entendant pas entrer dans ces considérations pour le moins approximatives, voire erronées, car on n'en finirait plus inutilement, je crois qu'il serait préférable d'aborder quelques questions que nos petits camarades évitent soigneusement de se poser, par crainte des réponses qui s'imposeraient à eux et qu'ils ne souhaitent pas assumer, leur honnêteté ou capacité intellectuelle a des limites rapidement atteintes comme on a pu le constater à de multiples reprises (Covid-19, climat, Ukraine, 11/9, etc.).

On entend beaucoup parler de l'extrême gauche à tort et à travers ces derniers temps, à croire qu'une terrible menace pèserait sur le régime vacillant ou ébranlé non pas par les résultats des élections européennes et législatives, mais bien plutôt par la réaction imprévisible de millions de travailleurs qui n'en peuvent plus de vivre sous une dictature imposée par le capital. Bien qu'en y regardant de plus près, on s'aperçoit que l'extrême gauche demeure introuvable en France ou elle réduite à une infime fraction des militants du mouvement ouvrier demeurés fidèles au socialisme, qui sont réduits à l'impuissance, car leur voix est rendue inaudible ou étouffée, aussi bien à cause de la confusion entretenue par les composantes du Nouveau Front populaire sur leurs réelle intentions, que par matraquage incessant orchestré par le pouvoir et les médias aux ordres qui les présentent comme de dangereux extrémistes qu'il faudrait absolument tenir écarté du pouvoir, tant leurs intentions seraient nuisibles aux intérêts des travailleurs. Mais qu'en est-il réellement ?

Si la réaction et ses porte-parole visent l'extrême gauche, ne serait-ce pas parce qu'elle prône la rupture avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions, dont celles de la Ve République ? A leurs yeux également, seraient d'extrême gauche les millions de travailleurs qui exigent la satisfaction de leurs revendications sociale et aspirations démocratiques, auxquelles aucun parti présent à l'Assemblée nationale n'entend donner suite, puisqu'ils sont tous corrompus ou inféodés au capital et au régime en place.

Si pour les tenants du capitalisme, c'est ce qui caractériserait l'extrême gauche, on doit les féliciter pour avoir identifié leurs véritables ennemis, le prolétariat révolutionnaire et son avant-garde, le socialisme. Pour autant, chaque travailleur ou militant est en droit de se demander pourquoi ils ont les pires difficultés du monde à se frayer un chemin jusqu'aux masses. L'explication qu'on a fournie plus haut constituait une partie de la réponse à notre question, insuffisante. Maintenant nous allons la compléter, sans avoir la prétention d'épuiser le sujet, nous nous concentrerons sur les principales.

Cependant, avant d'y venir, il n'est pas inutile de rappeler que le socialisme a fait l'objet avec constance d'interprétations méticuleusement ou grossièrement frauduleuses tout au long de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours pour le discréditer auprès des travailleurs, afin qu'ils l'abandonnent une fois totalement dénaturé ou rendu détestable à leurs yeux, les différents courants du mouvement ouvrier en ayant été les principaux fossoyeurs, les intéressés se reconnaîtront aisément. Parmi tous ceux qui s'en réclament au sein du Nouveau Front populaire, et plus largement au sein du mouvement ouvrier, tous l'ont trahi ou s'en sont détournés, dès lors aucun parti n'est légitime pour parler au nom du socialisme, c'est la conclusion à laquelle je suis parvenu à mon grand désespoir je l'avoue, mais les lecteurs ne sont pas obligés de la partager.

Venons-en aux questions que personne ne souhaite se poser parmi ceux qui se réclament de l'extrême gauche ou qui y sont apparentés.

- Pourquoi l'extrême gauche a-t-elle obtenu qu'1% des voix des inscrits lors des élections législatives ?
- Pourquoi n'inspire-t-elle pas confiance aux travailleurs ?
- Qu'est-ce que représente l'extrême gauche
- D'où est-elle issue, d'où vient-elle, de nulle part ou de quels partis ?
- Quelles sont les couches sociales la composent ?
- Quels ont été ses rapports avec la social-démocratie et le stalinisme, avec les institutions et le capitalisme au cours des 75 dernières années écoulées ?
- Pourquoi l'extrême gauche est-elle si divisée, éparpillée, disloquée ?
- Pourquoi ne s'est-elle jamais développée ?

Cela n'aura échappé à aucun lecteur attentif, que ces questions sont intimement liées entre elles. Bien qu'elles concernent des représentations sociales ou idéologiques diverses, qui couvrent un vaste champ politique sur une période assez longue, qui ont pu jouer un rôle politique indépendant, il n'en demeure pas moins qu'elles ont toute un rapport avec la réalité économique, sans laquelle toute explication relèverait de la métaphysique ou de l'idéologie pure, qui nous serait d'aucune utilité pour répondre de manière cohérente ou satisfaisante à toutes ces questions. C'est l'aspect que nous allons aborder rapidement maintenant.

L'expansion du marché mondial a favorisé la mainmise de l'impérialisme sur le reste du monde ou à étendre toujours plus l'emprise du capitalisme sur tous les continents à tous les peuples, ce qui a permis à l'opportunisme de conquérir l'ensemble du mouvement ouvrier international au détriment du marxisme et du socialisme, pour faire bref. Les conséquences ou les méfaits de la combinaison de ces deux facteurs sur tous les peuples fut décrite en 1916 par Lénine, dans son ouvrage L'impérialisme stade suprême du capitalisme.

Les énormes profits que l'impérialisme tira de sa position hégémonique sur les pays économiquement sous-développés, lui permit d'octroyer des concessions sociales à la classe ouvrière et de corrompre le mouvement ouvrier, en échange de la stabilité des régimes politiques en occident, ainsi que leur soutien à leurs aventures guerrières et coloniales.

C'est cette période qui est sur le point de s'achever, l'impérialisme agonise en occident, dans tous les pays qui sont tombés sous sa dépendance, d'où la conjonction de crises financières, sociales, politiques, institutionnelles quasiment inextricables ou en passe de devenir incontrôlable sur tous les continents, d'où leur affolement.

Pour tenter de retarder l'échéance fatale, bien que cela leur répugne, ils sont obligés de s'en remettre aux puissances émergentes, qui dorénavant rivalisent avec eux sur le marché mondial, principalement la Chine et la Russie, mais aussi l'Inde dans un avenir très proche et d'autres pays riches en matières premières ou très peuplés, dont certains ont rejoint les Brics ou l'OSC, disposant d'énormes territoires, d'une importante main d'œuvre qualifiée... Ils sont destinés à combler l'épuisement des ressources ou la faillite des économies occidentales croulant sous un endettement abyssal, ne produisant plus grand chose sur leur sol parce que la rentabilité et leur productivité font défauts. Ils ne sont plus en mesure d'assurer le financement d'une nouvelle expansion du marché mondial pour tenter de sauver le capitalisme, et ils ne sont pas en mesure d'endiguer la surproduction mondiale...

De plus, au profit de la spéculation et toute sorte de magouilles financières, faute de placements suffisamment rentables, les vieux Etats capitalistes occidentaux détournent de l'économie productive (ou industrielle) ou de leur économie nationale la masse gigantesque de capitaux qu'ils ont accumulés au cours des dernières décennies, précipitant ainsi une crise sociale et politique sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ou le début du XXe siècle, qui s'était soldée par la Première guerre mondiale. Car, c'est ainsi qu'ils s'en sont toujours sortis dans le passé, comptant sur d'immenses destructions et des dizaines de millions de morts pour que le capitalisme se refasse temporairement une santé.

C'est la conjonction de tous ces facteurs qui caractérisent la crise du capitalisme mondiale, avec des riches devenus hyper riches, et des pauvres livrés à la précarité absolue et toujours plus nombreux, qui explique la résurgence du Front populaire et du fascisme comme derniers remparts politiques pour contenir les masses qui ne supportent plus le modèle de société, le mode de vie et les conditions sociales misérables qu'ils leur imposent, mâter, réprimer dans le sang le mouvement ouvrier, afin de tenter de sauver leur système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme et l'oppression qui l'accompagne nécessairement, la servitude humaine, avec pour unique perspective l'esclavage et une régression sociale sans fin, l'absence totale de liberté, l'établissement d'un régime totalitaire mondial, dont on eut un bref aperçu au cours de la dictature sanitaire de 2020 à fin 2022.

Alors c'est quoi l'extrême gauche et le socialisme qui font si peur ?

Exactement l'opposé de ce que nous vivons quotidiennement, l'inverse du destin effroyable que les capitalistes et leurs représentants nous ont réservé, le progrès social, le bien être, l'épanouissement individuel, la paix et la liberté.

Qui a intérêt à les présenter sous un aspect diabolique, sinon ceux qui nous pourrissent la vie au quotidien et qui se sont jurés de nous la pourrir encore davantage dans l'avenir. Tout le monde sait pertinemment que nos ennemis mentent comme ils respirent, qu'ils n'ont aucun scrupule, aucune morale, aucune bonne intention à notre égard, qu'ils sont d'un cynisme et d'une cruauté sans limite.

Alors pourquoi les croire plus longtemps ?

Pourquoi devrions-nous abdiquer nos aspirations légitimes ? Aucun fait ou argument ne pourrait le justifier, absolument jamais.

Une fois qu'on a décidé une fois pour toute, que notre émancipation du capitalisme et notre liberté ne sont pas négociables, rien ni personne ne nous fera jamais renoncer à ces aspirations progressistes et humanistes.

C'est cette direction qu'ont emprunté la matière, l'univers, notre galaxie, le système solaire, notre planète, la nature, la société des hommes, le processus historique auquel notre espèce est associée, sans cette dialectique matérialiste ils ne se seraient sans doute jamais développés, ils n'auraient jamais vu le jour. Ce n'est pas du baratin, c'est la stricte réalité.

Alors, pourquoi pas nous, vous ?

Pourquoi ne pas appeler à la grève générale sur la base des revendications sociales des travailleurs ?

Législatives: la CGT cheminots "exige" un gouvernement NFP et appelle à des manifestations - BFMTV 11 juillet 2024

Les secrétaires générales de la CGT, Sophie Binet, et de la CFDT Marylise Léon ont appelé jeudi Emmanuel Macron à respecter le "*résultat des urnes*", alors que la CGT Cheminots a annoncé la veille l'organisation de rassemblements le 18 juillet "*pour exiger un gouvernement issu du Nouveau Front populaire (NFP)*"

Le syndicat appelle à la mobilisation "*pour exiger la mise en place d'un gouvernement issu du Nouveau Front populaire*".

"Le 18 juillet prochain, la Fédération CGT des cheminots appelle ses syndicats à organiser en lien avec les structures interprofessionnelles des rassemblements devant les Préfectures et à Paris à proximité de l'Assemblée nationale pour exiger la mise en place d'un gouvernement issu du Nouveau Front Populaire."

Le 18 juillet marque la reprise du travail parlementaire avec notamment l'élection du président ou de la présidente de la nouvelle Assemblée nationale.

"La CGT et ses organisations appellent solennellement Emmanuel Macron à respecter le résultat des urnes. Pas question de continuer sa politique économique et sociale violente. Le nouveau gouvernement doit être formé au plus vite autour du programme du Nouveau Front populaire", peut-on lire dans un communiqué publié ce mercredi 10 juillet. BFMTV 11 juillet 2024

"En tant que citoyenne, je pense que c'est légitime que ce bloc (le NFP) qui arrive en tête pose les conditions et que l'on parte de leur programme. C'est quand même ce qu'ont demandé les citoyens, c'est important aujourd'hui de respecter le vote", a déclaré jeudi la secrétaire générale de la CFDT, Marylise Léon, sur France Inter.

Les syndicats d'Aéroports de Paris (ADP) ont appelé à la grève le 17 juillet pour réclamer une "*gratification pour l'ensemble du personnel*" pendant la période des JO qui s'annonce chargée pour le secteur. BFMTV et Reuters 11 juillet 2024

J-C – On aura compris qu'ils n'ont pas du tout l'intention d'affronter Macron. Ils profitent de la conjonction des JO avec la reprise du travail parlementaire pour négocier des miettes en faveur de l'aristocratie ouvrière.

La tentation du totalitarisme se précise.

La lettre d'Emmanuel Macron aux Français - BFMTV 11 juillet 2024

Dans une lettre aux Français, Emmanuel Macron a estimé que "*personne ne l'a emporté*" lors du second tour. Mais il faut "*inventer une nouvelle culture politique*" face à la coexistence inédite de trois blocs dans l'hémicycle: le Nouveau Front populaire, le bloc macroniste et le Rassemblement national, plaide le président de la République.

Il a ainsi demandé à l'ensemble des forces politiques de "*bâtir une majorité solide*" pour gouverner, un appel au "*compromis*" et à la poursuite du "front républicain" relayé par ses troupes en quête d'une large coalition au Parlement.

Les macronistes tentent ainsi de convaincre que le Nouveau Front populaire, arrivé en tête des législatives de dimanche avec 190 à 195 députés, et tout particulièrement La France insoumise, ne sont pas légitimes pour gouverner seuls. Dans sa lettre aux Français, Emmanuel Macron annonce qu'il "*décidera de la nomination du Premier ministre*" lorsque les partis auront "*bâti*" des "*compromis*".

Une déclaration fustigée par la gauche. Emmanuel Macron "refuse de reconnaître le résultat des urnes" et doit donc "*s'incliner*" et "*appeler*" le Nouveau Front populaire, a taclé Jean-Luc Mélenchon. "*C'est le retour du droit de veto royal sur le suffrage universel (...) C'est le retour des intrigues de la IVe République*", a-t-il ajouté. BFMTV 11 juillet 2024

Bruno Le Maire veut imposer 5 milliards d'euros d'économies supplémentaires pour 2024 - Publicsenat.fr 11 juillet 2024

Dans un courrier signé ce mercredi, il va notifier à « *l'ensemble des ministères* » un plafond de dépenses à respecter pour 2024, ainsi qu'un gel des crédits au-delà de cette limite, pour un montant global de 5 milliards d'euros.

Renaissance : Un parti de figurants.

A l'Assemblée, le départ de Sacha Houlié de Renaissance illustre la dissolution du groupe macroniste - Le HuffPost 11 juillet 2024

L'ancien président de la Commission des Lois de l'Assemblée nationale Sacha Houlié annonce ce mercredi 10 juillet qu'il ne va pas siéger aux côtés des députés du parti présidentiel dans la législature qui s'ouvre. L'élu de la Vienne, figure d'une certaine aile sociale dans son camp, veut créer un groupe indépendant.

Derrière lui, plusieurs élus commencent également à s'organiser ou à donner de la voix pour essayer de peser face aux poids lourds issus de la droite dans la recomposition politique à l'œuvre. En creux, apparaît le risque d'un morcellement douloureux pour la formation présidentielle, déjà affaiblie comme jamais après ces législatives. Comme si la dissolution de l'Assemblée en avait précédé une autre.

Force est de constater que le dépassement des clivages, ciment politique du pouvoir depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée, a bien dû mal à surmonter les derniers soubresauts. Sur le papier, Renaissance s'engage à œuvrer à une large coalition. « *Des sociaux-démocrates à la droite de gouvernement* », est-il expliqué dans un communiqué publié ce mercredi 10 juillet, et signé par les députés du parti. Le chef de l'État appelle lui-même à « *bâtir une majorité solide* » et forcément plurielle, dans une lettre aux Français publiée dans la presse locale.

Selon un dernier comptage relayé par le parti, quelques dizaines de députés Renaissance sur les 100 élus dimanche 7 juillet ne se sont pas encore rattachés au groupe à l'Assemblée nationale. Il reste donc une semaine aux cadres du mouvement, avant le dépôt des effectifs, pour colmater la fuite.

Macron, "Au sein de la majorité, plus personne ne peut le blairer", s'ils le disent eux-mêmes.

"Il faut que ça s'arrête": ces ministres pressés d'en finir avec le gouvernement actuel - BFMTV 11 juillet 2024

L'exaspération grimpe dans le camp présidentiel. Trois jours après le verdict des urnes, les ministres ne savent pas quand la démission du gouvernement Attal sera acceptée. Si certains appellent à la retenue et à faire leur devoir jusqu'au bout, d'autres s'impatientent.

Une députée raille auprès de BFMTV: "*Je ne crois pas que le président nomme un gouvernement avant les JO parce qu'il lui faut déjà six mois pour choisir la couleur de sa cravate*".

"*On est nombreux à faire pression pour que le président nous libère, on est plus légitimes, on n'a plus de majorité. Il faut que ça s'arrête!*", résume un autre.

L'un de ses collègues abonde: "*En additionnant des choux et des carottes - NFP, RN, LR - le seul message c'est: on veut l'alternance*".

"*Il y aura un vrai sujet d'acceptabilité des Français face à cette situation si elle s'étendait*", estime un chef de cabinet ministériel. "*Un gouvernement repose certes sur du droit mais aussi sur de la légitimité politique. Au bout d'un moment, faut pas que ça s'éternise trop...*"

D'ailleurs une question très pragmatique va rapidement se poser avec la nouvelle Assemblée. "*Je ne vois pas quel intérêt a le président à refuser un gouvernement démissionnaire qui s'exposerait par conséquent à une motion de censure*", analyse un autre ministre pour qui ce n'est "*plus qu'une question de jours*".

Mais combien précisément? Dans l'attente de la "*majorité solide*" qu'il réclame, Emmanuel Macron précise dans sa lettre que "*le gouvernement actuel continuera d'exercer ses responsabilités puis sera en charge des affaires courantes comme le veut la tradition républicaine*".

"*Je ne serai pas sur la tribune ministérielle le 14 juillet*", a déjà tranché un membre du gouvernement. "*C'est ridicule, quel message on enverrait aux Français? Que tout continue comme avant? Si on donne l'impression de tordre l'élection, en se maintenant ou via une alliance, cela donnera le sentiment qu'on s'accroche à un pouvoir et ce sera politiquement dévastateur*", fustige-t-il.

Au moment d'annoncer sa démission au soir des européennes, Gabriel Attal a assuré qu'il poursuivrait sa fonction "*aussi longtemps que le devoir l'exigera*". Une ligne partagée par d'autres membres de l'exécutif. "*On est toujours ministre donc on assume aussi nos fonctions*", dit l'un d'entre eux. Même son de cloche chez une autre: "*Se poser la question de notre présence ou non, c'est pas bien, on doit être à notre poste jusqu'au bout*".

Certains n'hésitant pas à tancer l'impatience des autres. "*Il faut arrêter avec les états d'âme, ça ne doit pas être l'affaire de sa petite personne*", s'agace un conseiller de premier plan.

"*Dans une entreprise, on ne se barre pas comme ça, sans préavis. Quand on est nommé ministre ça devrait être un honneur. La moindre des choses, c'est d'aller jusqu'au bout du job. Surtout quand on est payé à ne plus rien faire ou presque*", recadre-t-il.

Lui-même, comme beaucoup de ses collègues, est désormais activement à la recherche d'un nouvel emploi.

Une source au sein de l'exécutif résume finalement la situation chaotique actuelle: "*C'est le bordel!*" Avant d'ajouter, illustrant l'agacement de certains: "*Et Macron adore ça. On est tous à sa merci, il ne va pas se priver pour nous rappeler que c'est le maître des horloges, et qu'il nous démet quand il veut. C'est d'ailleurs pour ça qu'au sein de la majorité, plus personne ne peut le blairer.*"

Gaza, le génocide continue.

J-C – Pendant ce temps-là en France, le NFP ne voit aucune objection à ce que le Président complice de ce génocide préside son gouvernement.

Près de 200 000 morts «indirectes» à Gaza ? - RT 10 juil. 2024

Le ministère palestinien de la Santé chiffre à près de 38 000 le nombre de morts, principalement civils, mais une note publiée dans la revue médicale britannique *The Lancet* estime que les décès «indirects» au conflit à Gaza pourraient s'élever à 186 000.

186 000 morts à Gaza avec les morts indirects, selon *The Lancet*

«*Les conflits armés ont des implications sanitaires indirectes*», souligne l'article, précisant qu'«*il continuera d'y avoir de nombreuses morts indirectes dans les mois et années à venir, en raison de maladies reproductives, transmissibles ou non*». Le rapport ajoute que ce bilan «indirect» risque d'être élevé en raison de «*l'intensité du conflit, qui a détruit les infrastructures médicales, des pénuries sévères de nourriture, d'eau et du manque d'abris, de l'incapacité de la population à fuir vers des endroits sûrs et de la suspension du financement de l'UNRWA, une des seules organisations humanitaires encore présentes*» à Gaza.

La revue scientifique explique que, dans le cas des récentes guerres, ce taux de «*morts indirectes*» est obtenu en multipliant par trois à 15 les bilans officiels, et a retenu en l'espèce quatre morts indirectes pour une mort directe : «*Il n'est pas invraisemblable d'estimer à 186 000, voire plus, le nombre de morts imputables au conflit actuel.*» Cela représente, selon The Lancet, 7,9% de la population de l'enclave gazaouie, si l'on prend en considération les chiffres avant le conflit, soit près de 2,4 millions d'habitants.

À ce propos, à Genève, dix experts indépendants de l'ONU ont accusé ce 10 juillet Israël de mener une «*campagne de famine*» à Gaza, qui selon eux entraîne la mort d'enfants. «*La campagne de famine intentionnelle et ciblée d'Israël contre le peuple palestinien est une forme de violence génocidaire et a entraîné une famine dans toute la bande de Gaza*», ont-ils déploré.